

Les Cahiers
du CRH

Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

30 | 2002

Foccart - Entre France et Afrique

Témoignage

Jacques Marchandise



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/742>

DOI : [10.4000/ccrh.742](https://doi.org/10.4000/ccrh.742)

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2002

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Jacques Marchandise, « Témoignage », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 30 | 2002, mis en ligne le 22 novembre 2008, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/742> ; DOI : [10.4000/ccrh.742](https://doi.org/10.4000/ccrh.742)

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Témoignage

Jacques Marchandise

- 1 J'ai été mobilisé dès le début de cette guerre que nous avons perdue alors. À l'époque, certains d'entre nous ont entendu l'appel du Général et ont été séduits. D'autres l'ont condamné. Certains de mes camarades des Cadets de Saumur et moi voulions gagner Londres, mais nos supérieurs se sont opposés au départ des hommes mariés et nous ont embarqués dans un car pour la zone libre. Ayant réussi à échapper aux Allemands, j'ai donc terminé la guerre en traversant la France sur le toit d'un car. N'ayant pas de solution professionnelle, je me suis inscrit à la préparation du concours du Conseil d'État, mais j'ai dû attendre que ce concours ait lieu, ce qui n'était pas le cas pendant la guerre. Les circonstances de la vie me conduisirent alors à prendre contact avec la Résistance et, après quelques années de guerre, je fus, à la Libération, directeur de cabinet d'un commissaire de la République où je suis resté pendant deux ans.
- 2 Je me présente alors au concours du Conseil d'État, où je suis admis. Là, je suis pris en amitié par le président Cassin, qui s'ingénie à me trouver des tâches passionnantes. Celles-ci me conduisirent à rencontrer des personnages extraordinaires, très marquants comme Pierre Mendès France, comme Simon Nora, à connaître les États-Unis et également à participer à des missions qui me mirent, sous des prétextes divers et variés, en relation directe avec les pays d'outre-mer.
- 3 Il se trouve donc que j'ai acquis, au travers de cette carrière un peu bizarre, une certaine connaissance du fonctionnement de l'outre-mer, de ses hommes et j'ai aussitôt éprouvé beaucoup d'intérêt pour ce genre de problèmes pour plusieurs raisons. La première, c'est que nous nous plaçons dans l'histoire après l'Indochine. Les uns et les autres, nous avons aidé Mendès à préparer son appel aux Français avant qu'il aille préparer les accords avec les Viêt-minh mettant fin à la guerre d'Indochine, et je me souviens avec émotion de toute l'angoisse qu'il avait lui-même, du désir de bien faire et de ce dévouement complet à une forme de service public. Et c'est ainsi que j'entrais alors dans le cabinet du ministre de la France d'outre-mer et je restais en poste avec plusieurs ministres de partis différents, avec la caution du Conseil d'État et mes connaissances juridiques supposées. À la fin de l'expérience Mendès France, je fus nommé directeur du bureau minier de la France d'outre-mer, ce qui était une organisation assez considérable, à la tête des

recherches et du développement minier ; à l'époque, cela recouvrait un immense territoire. Et il y a eu une conjonction qui a fait, à ce moment-là que, d'un côté, l'école coloniale française, que je ne connaissais pas avant, avait connu sa mutation interne et envoyé alors, outre-mer, des administrateurs qui étaient vraiment des gestionnaires, des gens attachés à leur tâche et qui avaient complètement abandonné toute idée de colonialisme. Cela m'a beaucoup frappé. Et du côté de l'industrie, qui a fait appel à moi et ensuite par Pechiney, je me trouvais en présence de descendants des vainqueurs, c'est-à-dire des gens qui avaient fait et gagné la guerre de 1914, et, comme Vitry et comme Matter, étaient encore triomphants alors qu'il y avait un désastre national qui était Diên Biên Phu, et qu'on cherchait à s'en tirer comme on pouvait. J'ai accepté avec joie les missions qu'on m'avait confiées, parce qu'elles m'étaient confiées par des hommes que j'appréciais beaucoup et qui avaient le sens de l'industrie, le goût de la France pris sans aucune restriction intellectuelle, sans aucune contrainte dans leur pensée et qui permettaient d'envisager un futur meilleur pour ces pauvres pays. La proposition de Pechiney fut très imprévue et flatteuse puisque l'on me dit :

Voilà, nous avons bien réfléchi, nous avons des gisements de bauxite trop petits, nous investissons des sommes considérables dans des pays avec des moyens inférieurs ; si nous groupions nos efforts, d'une part vis-à-vis du capital de pays étrangers, et d'autre part avec des États étrangers, eh bien, on pourrait faire beaucoup mieux. Alors, puisque vous sortez des écoles, que vous connaissez un peu de droit, vous allez faire ce qu'il faut pour ça ; on vous prête une voiture et débrouillez-vous.

J'ai pris la voiture, qui était très belle, c'était une Panhard magnifique, et j'ai parcouru l'Europe avec une lettre, allant voir des gens que Pechiney connaissait mais pas bien. Il a fallu aller expliquer aux Allemands, aux Suisses et aux Anglais, puis aux Américains que nous avions de grandes idées en tête, que nous n'étions pas des Français obscurs, mais, au contraire, que nous avions idée de nous associer avec eux, et j'ai proposé de faire une société d'études, avec un groupe de travail. Pour faire tout ça, j'ai eu une totale liberté. Il y a eu quelques mots échangés, de vagues comptes rendus, c'est-à-dire l'inverse de la gestion habituelle des sociétés françaises. C'est un coup de chance, et la chance a voulu que j'arrive tant bien que mal à convaincre les étrangers et à trouver de l'argent. Surtout, nous avons réussi à créer, en France, des instruments juridiques dont j'ai été l'un des pères et qui permettaient d'abord de mettre à l'œuvre en France des formules juridiques nouvelles pour, après cela, les appliquer à l'outre-mer. Tout cela a été relativement facile, nous sommes arrivés rapidement à la création de la société d'études dont j'ai parlé précédemment. À ce moment-là, il a fallu choisir les terrains, organiser les financements, négocier avec la Guinée, ce qui n'était pas une chose évidente. Je suis devenu un ingénieur du corps des mines honoraire, à un point tel que Pechiney, par erreur, m'a fait nommer administrateur de l'École des mines, ce qui était une reconnaissance singulière de mes mérites ; et je le suis toujours, d'ailleurs.

- 4 Ensuite, j'ai eu toute liberté pour faire ce que je voulais. Ce qui est très frappant, dans ce périple, c'est que j'ai été amené à rencontrer beaucoup de personnes et, notamment, ce qui nous conduit au sujet qui nous intéresse, Jacques Foccart. J'ai bien connu Foccart et Pompidou. J'ai bien connu Foccart par Pompidou. Le hasard des choses avait fait que j'avais rencontré Pompidou lors d'un voyage de De Gaulle en Picardie que j'avais été chargé d'organiser. Alors, quand on organise, il faut avoir des sous, et on m'avait dit d'aller voir un certain Pompidou qui avait la caisse. J'étais allé « taper » Pompidou, qui m'avait donné un viatique pour ce voyage. Il s'est trouvé bizarrement que Pompidou est

entré aussi au Conseil d'État, mais par le tour extérieur et moi par le concours. Nous sommes entrés le même jour au Conseil d'État, nous avons été adoubés le même jour, à des grades différents mais enfin le même jour, et nous avons conçu des relations d'amitié très proches. Alors comment est-ce que cela intervient dans l'histoire avec la Guinée ? Cela intervient parce que nous nous sommes conseillé l'un l'autre, moi sur sa carrière et lui sur la mienne, et que Pompidou, je crois, m'aimait bien. Lorsqu'il a vu comment la Guinée tournait, il m'a appelé en me disant :

Le Général est très braqué là-dessus ; je ne pourrai pas le faire changer d'avis, donc j'emploie des moyens parallèles. Je voudrais me servir de vous comme cela. Nous craignons que Sékou Touré cède les îles de Los, en face de Conakry, aux Soviétiques, pour y créer une base navale, ça nous gênerait beaucoup. Alors est-ce que vous voulez bien voir Sékou Touré avec une lettre de mission de ma part, en disant que je souhaite qu'il vous reçoive et que, d'autre part, vous lui expliquiez de quoi il s'agit.

J'y suis allé, j'ai dit ça à Sékou :

Voilà, d'abord ma mission n'existe pas, deuxièmement, si vous êtes sage avec les îles de Los, on continuera à vous payer les pensions d'anciens combattants.

- 5 Alors on a fait un accord sur ce plan, avec beaucoup de ruses, parce que j'ai demandé à Sékou de me faire une lettre de réponse délivrée par un officier, en public, à Conakry, pour que l'on ne la retrouve pas dans mes bagages, ce qui m'aurait conduit directement en taule ; je suis rentré avec ma lettre, et ça a marché comme ça. Du fait de cet événement, qui, du reste, m'a fait énormément plaisir, j'ai ensuite joué le rôle d'ambassadeur officieux, toutes les fois où ça n'allait pas. C'est-à-dire que je gérais les affaires de Pechiney pour le compte de Pechiney et, sur demande, je prenais la casquette d'émissaire du gouvernement en les faisant prévenir que, ce jour-là, c'était un jour avec, et que cela n'avait aucune influence sur les jours sans et tout cela a formidablement bien marché. Ensuite, j'ai servi d'intermédiaire bien des fois entre le gouvernement et Sékou, qui a commencé par faire de tout petits gestes. Ses petits gestes consistaient à porter au Général la collection complète de ses livres, qui ne présentaient aucun intérêt et qui pesaient un poids formidable. Donc on m'apportait les livres à l'usine et je les portais au cabinet du Général, où quelqu'un de poli me disait merci et les jetait au feu aussitôt. C'était infini car il avait fait un gros tirage sans espoir de les vendre. Ensuite, j'ai été amené à intervenir dans les affaires générales, dans tous les cas où il y avait des gens arrêtés, torturés, des incidents de tous genres qu'il créait. Je faisais particulièrement attention à ne jamais cautionner ce qu'il faisait, en acceptant la discussion avec lui, puisque j'étais là pour cela, mais en refusant de lire, d'écouter même les enregistrements des aveux, des gens qui avaient soi-disant avoué et en me refusant à toute compromission.

- 6 Tout cela a marché comme cela jusqu'à un certain jour où Sékou a su que j'étais là. Entre-temps, il était venu à Paris ; cela m'avait vraiment bouleversé et je n'avais pas pu aller au déjeuner parce que j'avais fait un infarctus. J'avais été emmené à l'hôpital, et je n'avais donc pas vu Sékou Touré à Paris. Trois mois après, j'en étais ressorti et les médecins m'avaient dit : « Reprenez une vie normale, vous êtes un cas où vous êtes guéri. » J'ai repris une vie normale, je suis reparti pour Conakry, et là Sékou m'a appelé et m'a dit :

Écoutez, j'ai confiance en vous parce que vous avez la baraka : cette histoire d'être mourant quand je vais à Paris et après cela de venir me voir, ce n'est pas catholique. J'ai un conseil à vous demander. J'ai un ami qui a une maladie de cœur comme vous, je voudrais un conseil pour être bien soigné.

[Je lui ai répondu :] Votre ami, il est francophile, ou francophobe ? [Il m'a dit :] Il est plutôt francophobe. [C'était donc lui, mais j'ai été honnête. Je lui ai dit :] Il y a deux

hôpitaux, celui où j'ai été soigné qui est le premier d'Europe, et vous avez une clinique aux États-Unis la plus réputée au monde. Vous avez sûrement les moyens de vous y faire conduire.

Il a fait venir un *boy* assez admirable, on l'a embarqué dans l'avion et il est mort. Voilà la fin de mon histoire avec Sékou Touré.

- 7 J'ai connu Foccart après que Pechiney soit venu me chercher pour m'occuper de la société Fria. C'était extrêmement frappant la relation avec Foccart parce qu'il avait, je crois, beaucoup d'amitié pour moi, et j'ai compris pourquoi après. C'est parce que c'était un homme qui passait son temps à pousser dans le dos les industriels français, qu'il voulait forcer à s'intéresser un peu à l'outre-mer. Il a notamment livré un combat extraordinaire pour que les gens du nickel veuillent bien traiter sérieusement le problème du nickel de Nouvelle-Calédonie. Mais le nickel de Calédonie, dans sa structure, était complètement rebelle à toute intervention tandis que nous, nous étions là, sans rien demander que des coups de main juridiques ou une écoute. De fait, c'est plutôt moi qui le conseillais que l'inverse. Mais il a toujours eu une écoute pour les hommes du secteur privé qui ne l'avaient pas dans d'autres circonstances. Et j'ai été extrêmement touché parce qu'il était un des rares hommes du gouvernement, avec Pompidou, qui connaissaient le monde des affaires. Les autres ne le connaissaient pas du tout. Ils m'ont facilité la tâche tous les deux, et j'étais constamment en relation avec lui pour lui faire part de ce qui se passait en Guinée. C'est l'époque où le renseignement français était très bien fait. Je n'ai jamais débarqué de Conakry sans avoir un colonel qui venait me demander comment ça allait. C'était très serré, très précis. On n'a pas sauvé grand-chose, mais ce que l'on m'a confié a marché jusqu'au bout.

Débat

André Lewin – Je confirme l'exceptionnelle influence et confiance que Jacques Marchandise avait établie auprès de Sékou Touré, puisque j'ai eu la chance de succéder comme véritable ambassadeur à l'ambassadeur officiel que vous avez été, et vous-même aviez maintenu, autant que faire se pouvait, le flambeau des relations entre les deux pays entre 1958 et 1975. Il y a un certain nombre de choses que vous avez dit que j'ignorais, d'autres dont j'ai été le témoin. Pourquoi en 1972-1975, quand j'ai effectué ma mission, au nom des Nations unies, mais évidemment avec l'aval du gouvernement français, encore Georges Pompidou puis Valéry Giscard d'Estaing, pourquoi les négociations ont-elles abouti à ce moment-là alors que certains efforts qui avaient été faits auparavant, même au temps du général de Gaulle, n'avaient pas abouti ? Vous en connaissez peut-être les raisons.

Jacques Marchandise – Il y avait certainement, dans l'esprit de Sékou Touré, une image absolument épouvantable de De Gaulle. Ceux d'entre nous qui ont assisté à la réception du Général par Sékou Touré en ont conservé vraiment une impression épouvantable, en ce sens qu'il ne s'agissait pas des termes qu'employait Sékou Touré et qui étaient politiques et qui pouvaient être dits normalement mais il hurlait son discours dans cette petite salle, il martelait, il était à la recherche du scandale. Le soir de cette journée fatale, il y avait une réunion organisée au palais par Sékou Touré. Le Général a refusé d'y aller. Il m'a dit : « Il va nous emmerder, mais il va voter « oui ». Ensuite, beaucoup de ses collaborateurs qui étaient là, et surtout Foccart, essayaient d'arranger les choses ; Foccart avait pensé à ce que le Général puisse embarquer Sékou dans son avion le lendemain matin, donc je suis parti à l'aérodrome avec De Gaulle, qui était seul devant un avion vide, et il a dit : Je regrette, mais mon avion est plein.

Je suis resté sur le terrain d'aviation avec Sékou. J'ai pris l'avion de tout le monde le soir, sur une ligne régulière. L'image de De Gaulle, mélangée d'un grand respect,

l'un n'exclut pas l'autre, était un obstacle absolu à la négociation, c'était pathologique. Il fallait que l'image de De Gaulle disparaisse pour pouvoir avancer.

Maurice Jeanjean – Présent également à cette journée de 1958, je peux témoigner de la tension qui était perceptible. Lors de la fameuse réunion, où Sékou Touré s'est comporté en véritable tribun, au lieu de nommer de Gaulle, comme l'avaient fait les autres chefs d'État africains, « Mon Général », il s'est entêté à l'appeler « Monsieur le Président » ou même « Monsieur le Premier ministre ». Il s'adressait au peuple, et tout Conakry l'entendait par le biais de micros. Ça a été la journée des malentendus, et on peut se dire que l'histoire aurait pu tourner autrement pour peu de chose.

Jacques Marchandise – L'administration française ne connaissait pas son métier. Pour ne pas le nommer, Cornut-Gentille, qui avait le texte du discours, ne l'a pas remis au Général, qui ne l'avait pas lu. Il avait présenté cela comme une petite chose.

Max Jalade – L'accueil du général de Gaulle a été triomphal jusqu'au palais du gouverneur et à ce moment, a-t-il pris connaissance ou non du discours dont le gouverneur Jean Mauberna, alors en charge, avait crayonné de rouge les passages plus ou moins sujet à difficultés et remis à Cornut-Gentille ? Il ne semble pas qu'il soit parvenu jusqu'au général de Gaulle. Mais effectivement, le Général a très mal réagi au comportement de Sékou Touré, qui, formé par le syndicalisme CGT, l'a pris de front, face à la foule qui hurlait et était délirante chaque fois que Sékou Touré parlait de colonialisme, d'oppression... Il suffisait de voir le Général qui, à un moment donné, a mis la main sur son képi, l'a retourné, se demandant s'il fallait partir ou pas.

Renaud de Rochebrune – Pouvez-vous en dire plus sur le fait que Foccart était à l'écoute des industriels ? Ce n'est pas forcément quelque chose de frappant quand on lit son *Journal*.

Jacques Marchandise – La plupart du temps, je faisais les demandes et les réponses. Et quand il avait à répondre, c'était oui généralement.

Jacques Larrue – Au moment de l'indépendance, les investissements de Fria étaient à mi-chemin et on pouvait encore les arrêter. Vous avez été de ceux qui ont décidé de continuer. Votre point de vue a-t-il été bien apprécié du gouvernement français, et en particulier de Jacques Foccart ?

Jacques Marchandise – Ils n'ont poussé ni dans un sens ni dans un autre. Nous étions en discussion avec les Américains comme associés et ceux-ci ont pris comme solution, à laquelle les Français ne pensaient pas, de se demander si la situation avait changé : « Nous avons traité avec un faux État, une colonie, et maintenant nous nous trouvons en face de dangereux révolutionnaires, est-ce que cela change quoi que ce soit à la validité des conventions et à nos obligations réciproques ? » Nos associés américains ont répondu non, il n'y a pas de changement. Cela paraît extravagant, mais avec des juristes américains, on peut tout obtenir. Par certains côtés, ils avaient raison. Il faut souligner d'autre part que tout ce que nous avons réussi à faire, nous avons pu le réaliser parce nous étions en association internationale et que chaque pays avait ses traits propres : les Suisses avec leur feinte incompréhension, les Anglais leur morgue, etc., et puis les Américains avec leur côté machine, papiers, documents, qui était puissante et qui embêtait Sékou. Mais en même temps, ils avaient trouvé un personnage qu'ils considéraient : c'était un homme, il était ce qu'il était, sans formation, sans rien, ils l'ont projeté aux Nations unies, il a fait discours magnifique, cela a fait un succès. Si on plonge dans le passé de Sékou, cet homme, depuis sa jeunesse, considérait qu'il avait été sacrifié : d'abord au Parti communiste français car il avait une copine européenne et lorsqu'il avait voulu l'épouser, le parti s'y était opposé. Il a quitté le PC et est devenu syndicaliste. Dès le départ, il avait des obsessions.

NOTES

†. Nous avons eu la grande tristesse d'apprendre, le 30 septembre 2002, le décès de Jacques Marchandise-Franquet, à l'âge de 84 ans. Son témoignage lors de la table ronde fut une sorte de « chant du cygne », comme il nous le disait à l'issue des débats, tandis que nous le remercions pour sa participation, malgré sa grande fatigue. Grand résistant, Jacques Marchandise-Franquet assura, en 1942, la direction du Renseignement de la région de Saint-Quentin ; il fut ensuite, de 1944 à 1946, directeur du cabinet du commissaire de la République de la région de Laon (Aisne). Membre du cabinet de Postel-Vinay à la Caisse centrale de la France d'Outre-mer, il intégra les cabinets d'André Maroselli, Pierre Pflimlin et Louis Jacquinot, puis devint, en 1954, conseiller juridique au cabinet de Pierre Mendès-France. Maître des requêtes au Conseil d'État, il rejoignit la société Pechiney en 1955 et y devint directeur délégué. Il accompagna les grands projets internationaux de l'entreprise ; il fut vice-président et acteur majeur de la construction de Fria, en Guinée, et d'Aluminium en Grèce, dont il fut également président. En 1975, il se lança dans l'aventure de l'édition à la tête de la société Hachette, premier groupe de presse et d'édition français, et il en devint le président-directeur général (jusqu'en 1981). Il fut aussi président de la Fondation franco-américaine (1982-1990), et président du Groupement de l'industrie chimique (1981-1993). En 1986, il créa l'Institut pour l'histoire de l'aluminium qu'il présida jusqu'en 1997. Au-delà de sa carrière politique et industrielle, c'était surtout un homme d'une grande culture, d'une immense générosité, et un homme d'humour...